



Déclarations et Discours

N° 77/10

UN DÉFI HISTORIQUE

Discours d'ouverture prononcé à la rencontre ministérielle de la Conférence sur la coopération économique internationale par M. Allan J. MacEachen, président du Conseil privé et co-président de la Conférence, Paris, 30 mai 1977.

Vers la fin de 1975, lors de la première session ministérielle de la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), je soulignai que nous faisons face à un défi historique. Il nous faut maintenant, au cours des trois prochains jours, relever ce défi. Je suis assuré que nous y arriverons si nous reconnaissons que la Conférence n'est qu'un pas sur un chemin beaucoup plus long qui, éventuellement, nous conduira tous vers un nouvel ordre international.

La C.C.E.I. qui réunit vingt-sept pays industrialisés et en développement est une organisation unique de par ses structures et ses méthodes. Elle a affaire à un monde qui doit sans cesse s'adapter à de profonds changements; un monde dans lequel les pays en développement sont aux prises avec des problèmes toujours plus graves tout en ayant une nouvelle conscience de leur potentiel. Si les questions portées à l'attention de la Conférence ont un contenu presque universel, les délibérations à l'intérieur desquelles elles s'inscrivent ont néanmoins été prudentes, exhaustives et innovatrices. A cause de leur complexité et du caractère fondamental des sujets qu'elles traitent, ces questions méritent bien les longues heures de discussion dont elles ont fait l'objet au cours des derniers mois. Un bénéfice immédiat en a été retiré, soit une plus grande sensibilisation et une meilleure compréhension de notre part à leur égard. Pour beaucoup de ces questions la réponse n'est pas simple. Pour d'autres encore, même au terme de nos discussions présentes, nous n'avons parcouru qu'une étape d'un long trajet puisque leur ultime mise en oeuvre et leur résolution relèvent d'autres instances.

Nous avons fait de réels progrès dans certains secteurs tels que la croissance à long terme du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), les engagements pris pour accroître substantiellement l'Aide publique au développement (A.P.D.), la nécessité de réduire notre dépendance en ce qui concerne les hydrocarbures et, enfin, l'appui de la Conférence à une décennie consacrée à l'infrastructure africaine.

Dans nos délibérations continues, nous devons chercher à concentrer notre attention sur les propositions réalisables et essentielles parmi la masse de celles qui nous ont été présentées à la suite de la réunion des hauts fonctionnaires. Voilà les domaines où nous pouvons réaliser des progrès concrets si nous établissons certains principes et lignes de conduite essentiels. En effet, il n'est que trop facile de passer à côté des questions qui nécessitent le plus notre attention quand la presque totalité des sujets soulevés a des retombées nationales et internationales de première importance. Voilà le cruel dilemme auquel s'est heurtée la Conférence tout au long de son déroulement.

Le succès ne s'obtiendra pas tout seul. Son étendue dépendra des nouveaux engage-
